L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 27 MAI 1856.

Imprimé et publié par
G. F. WEISSE & Co.,
Rédacteurs-Propriétaires :
G. F. WEISSE. J. H. BOUDRIE.
E. DUVERGER. E. HARRY.

Rue de Chartres No. 49, entre Conti et Bienville.

NOUVELLE-ORLEANS : MARDI MATIN, 27 MAI.

ABONNER A LA SEMAINE.

Les portes de l'ABEILLE sont autorisées à recevoir des abonnements à la semaine, à raison de 25 centimes les six numéros. Il se présente tous les jours dans nos bureaux des personnes qui désirent s'abonner pour un mois ou deux, mais comme on leur ouvrirait un compte particulier pour une aussi courte période nous surchargerons notre partie de comptabilité, nous avons résolu de tout concilier en autorisant nos porteurs à nous représenter. C'est donc à ces derniers que les abonnés à la semaine devront payer le montant de leur abonnement hebdomadaire.

BULLETIN.

Où en sont en ce moment nos relations avec l'Angleterre ? Il serait assez difficile de le dire. Ce qu'il y a de certain, c'est que M. Crampton n'a pas encore été congédié. Le gouvernement anglais n'a pas refusé formellement de le rappeler : c'est été une maladresse, et lord Clarendon, on le sait, ne manque pas d'habileté. N'étant pas disposé à obtempérer à la demande des Etats-Unis et ne voulant pas non plus les irriter par un refus, il a imaginé de tout remettre entre leurs mains. Il a dû répondre à M. Marcy que si les lois des Etats-Unis avaient été violées, l'Amérique avait le droit d'exiger la plus entière satisfaction et que l'Angleterre n'hésiterait pas à la lui accorder. " Mais le gouvernement de Sa Majesté déclare de la manière la plus formelle qu'il n'a pas l'intention de violer les lois, la ligne de conduite et les droits souverains des Etats-Unis ; il déclare en outre que M. Crampton et les consuls de New-York, de Philadelphie et de Cincinnati protestent solennellement contre les accusations dont ils sont l'objet et les repoussent. C'est maintenant aux Etats-Unis à apprécier la valeur de déclarations faites par quatre gentlemen dont personne jusqu'à présent n'a contesté l'honneur et l'intégrité et de les placer en regard de témoignages qui ne sauraient commander la même confiance."

Lord Clarendon termine sa note en exprimant l'espoir que les Etats-Unis jugeront ces explications suffisantes, " le désir du gouvernement de Sa Majesté étant de maintenir sans interruption ses relations d'amitié avec l'Amérique."

Cette note paraît avoir produit quelque effet sur le cabinet américain, car ayant signifié, le 16, à M. Crampton qu'il ne lui reconnaissait plus, en sa qualité de représentant de caractère diplomatique, il a consenti le lendemain à le considérer encore comme ministre pour recevoir la dépêche de lord Clarendon et il ne lui a pas depuis, quoique sachions, renouvelé l'avertissement du 16.

Il est évident que le président Pierce, l'Angleterre, on ne saurait se le dissimuler, a accepté à notre gouvernement tout ce que celui-ci pouvait exiger. Nous comprenons néanmoins que le cabinet insistât jusqu'ici pour que M. Crampton fut rappelé, mais puisque cette exigence sa partie d'honnête homme à celle des témoins qui ont déposé contre lui, pourquoi ne pas l'accepter ? Il est vrai qu'il est un juré ; pourquoi ne pas lui accorder le même degré de valeur qu'aux autres témoins ? Puisque les témoignages sont contradictoires, qu'il dit le bénéfice du doute.

C'est ce que propose indirectement lord Clarendon, et vraiment nous ne trouvons pas la prétention exorbitante. Il nous semble que l'Angleterre s'est montrée de bonne composition dans toute cette affaire ; elle n'a été ni impertinente ni hautaine—ce qui lui arrive quelquefois—elle nous a fait les plus complètes excuses, et nous aurions tort peut-être d'exiger davantage.

Voici ce sujet ce que nous écrit notre correspondant de Washington :

"Le cabinet a résolu, avant-hier (le 16) de suspendre les fonctions du ministre anglais, jusqu'à la réception de nouvelles dépêches de Lord Clarendon, et M. Crampton en a été informé. Hier matin cependant M. Marcy a reçu une dépêche de Lord Clarendon ; on sait pas ce qu'elle renferme, mais on a de bonnes raisons de croire qu'elle est plus satisfaisante que celles transmises jusqu'ici au gouvernement.

"Nous connaîtrons bientôt la teneur de la dépêche par la conduite que le président tiendra vis-à-vis de M. Crampton. On croit que la question de savoir si le ministre sera adroitement par le ministre anglais entre lui et M. Clayton, sera été complétement étrangère à la mesure prise vendredi par le cabinet. M. Crampton depuis quelque temps commet impraïdences sur impraïdences. M. Clayton était personnellement, soi-disant, plus pas pour, et il a dû en être irrité. Critiqué de qu'il n'avait point tenu en effet le langage que lui attribue le ministre britannique. J'ai causé avec M. Clayton plus de cinquante fois peut-être du traité relatif à l'Amérique Centrale, et je lui ai toujours entendu dire le contraire de ce que qu'avance aujourd'hui M. Crampton."

La convention chargée de désigner les candidats du parti démocrate pour la présidence et la vice-présidence de la république doit se réunir lundi prochain à Cincinnati. Les délégués de la Louisiane sont déjà partis et ceux de tous les Etats de l'Union se dirigent en ce moment vers le lieu de réunion. Il y a un grand nombre arrivés. Cincinnati va devenir pendant quelques jours un foyer d'intrigues et un centre d'agitations. Il va s'y tisser mille petits complots pour empêcher la désignation de tel candidat et assurer celle de tel autre. Les habitués tiendront dans l'ombre les ficelles et feront mouvoir les marionnettes tout le temps que les marionnettes à la suite des gros bonnets et se croira savoir, mais ne dispensateur des dignités nationales.

Les sénateurs sont sans doute dans la plus vive anxiété : chacun a probablement l'espoir de l'emporter sur ses rivaux et suppute avec une certaine complaisance ses bonnes chances. Mais nous pensons que les conjectures lorsqu'il s'agit de candidats à désigner, et surtout lorsque le choix de ces candidats dépend d'une convention.

Nous terminerons ce rapide bulletin par quelques lignes de la dernière lettre de notre correspondant :

" M. Buchanan a tout-à-fait disparu : on ne le voit ni on ne l'entend plus. Est-il encore à Washington ? On l'ignore. S'il y est, il ne fait pas grand bruit et ses amis nos plus. Je ne crois pas qu'il soit allé à la Chambre des Représentants ni au Sénat depuis son arrivée parmi nous ; dans tous les cas, je ne l'y ai pas vu.

" En attendant, la guerre est toujours aussi vive parmi les sénateurs. Fremont, Chase et McLean ont chacun leurs amis et leurs champions parmi les Républicains noirs, et il est difficile de deviner lequel l'emportera.

" Il se fera peu de chose au Congrès pendant le mois de juin, à cause de l'absence de beaucoup de membres qui doivent se rendre à la convention de Cincinnati et à celle de Philadelphie.

" Les amis de Fillmore et de Buchanan commencent à reprendre confiance ; ils disent-ils, reçu de bonnes nouvelles de différents Etats."

AFFAIRE DE L'ECUYDICK.—On écrit de Washington au *Times de New-York* que l'intervention de la frégate anglaise *Euryalus*, à San Juan, n'a pas été spontanée de la part du commandant, mais a été sollicitée par plusieurs Américains intéressés dans la compagnie du transit. Ce qui est certain, c'est que la compagnie, que la mesure de rigueur prise par Walker Vis-à-vis d'elle a irritée au dernier degré, avait envoyé par l'*Orizaba* un messager avec des instructions spéciales. On pense que ce messager aura été chargé de requérir l'aide du commandant anglais, et que celui-ci aura été d'autant plus disposé à l'accorder qu'elle était sollicitée au nom d'une société commerciale des Etats-Unis.

TRAITE DES CONSERS.—Il paraît, d'après des documents officiels qui ont été soumis le 19 du mois à la Chambre des représentants, que notre gouvernement a pris d'énergiques mesures pour empêcher la traite des Cuelles qui était substituée à la traite des noirs et qui se pratique avec la même ardeur. Comme aucun traité n'autorise cette exportation des Africains, notre gouvernement a le droit de l'interdire à ses nationaux établis en Chine.

M. PELLHOUX.—On lit dans une dépêche transmise le 20 de Washington :

Le bruit s'est répandu ici depuis l'arrivée du dernier train du Nord que M. Pelhoux est mort. Comme il n'y a pas eu d'autre steamer d'Europe depuis l'*Alps*, on peut dire dans de toutes parts.

BYRAMINE FRANÇAISE.—On lit dans le *Courrier des Etats-Unis* du 19 courant :

Le steamer *Bavarien* capitaine Morin, vient d'arriver hier, en moins de quinze jours, au second mouillage de la Quarantaine.

Parti du Havre le 3 mai, le *Bavarien* était hier à son quai de New York avant onze heures du matin. Il avait à bord 125 passagers, dont l'annonce à ne tenir en suspicion sous tous les rapports, prouve que la compagnie a au faire d'heureuse choix.

D'un autre côté, le chiffre de 125 passagers, et un chargement de fret presque complet, sont des indications certaines de la faveur qui paraît dans la France et l'entreprise des Mr. Chevalier Frères. Ce n'est que justice : car lorsque de la [illegible] ces mêmes faveurs avaient été [illegible] et [illegible] de son dévouement et de son [illegible] ; ils ne [illegible] ; ils ne [illegible] ; ils ne